

Newsletter n°3 15 mars 2023

Site Mémoire des Hommes

Essais nucléaires en Polynésie française

Depuis le mois d'octobre 2021, une commission dédiée procède à l'ouverture des archives des essais nucléaires en Polynésie française, demandée par le Président de la République Emmanuel Macron qui a reconnu la dette de la France envers la Polynésie française pour avoir réalisé 193 essais nucléaires dans le Pacifique entre 1966 et 1996. Les résultats des travaux de la commission sont rendus publics au fur et à mesure de leur avancée. Une page sur le site Mémoire des hommes permet de suivre la progression de la procédure et de découvrir ou d'accéder aux documents ouverts à la communication.

Pour cette troisième édition de la newsletter du site *Mémoire des Hommes* dédiée aux essais nucléaires en Polynésie française, nous vous proposons, outre la synthèse des nouveaux documents disponibles à la consultation suite à l'avancée des travaux de la commission et des institutions, une présentation de M. Manatea Tairui, lauréat du contrat doctoral ouvert par le ministère des armées pour travailler sur les essais nucléaires en Polynésie française.

➤ Synthèse des nouveaux documents ouverts à la consultation

Depuis la dernière newsletter (diffusée le 15 octobre 2022), la page de Mémoire des hommes consacrée aux essais nucléaires a été enrichie au gré des travaux de la commission d'ouverture et des institutions.

Du 24 octobre au 3 novembre 2022, une sixième mise à jour a été effectuée avec :

- 77 documents PDF issus du Département de suivi des centres d'expérimentations nucléaires (DGA/DSCEN)
- La mise à jour de la partie « chefs de gouvernement » pour les Archives Nationales ;
- 180 cartons d'archives librement communicables (ou sous dérogation) inventoriés par le Service historique de la défense (SHD), notamment au niveau du CAP Marine.

Une septième mise à jour a été effectuée du 13 au 22 février 2023 avec :

- 258 nouvelles cotes conservées aux Archives nationales librement communicables (ou sous dérogation), qui concernent les fonds ministériels (Intérieur, Justice, Outre-Mer et Recherche) ;
- La restructuration des données des Archives nationales avec une nouvelle arborescence ;
- 123 cotes conservées au SHD librement communicables (ou sous dérogation). Elles concernent notamment le fonds DIRCEN, les fonds du CEP relatifs à diverses personnalités de la région Pacifique et le fonds du groupe aéronaval du Pacifique (ALGROUPA).

Au total ce sont désormais :

- 259 documents PDF issus de la Direction des applications militaires (DAM) du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) ;

- 350 documents PDF issus du Département de suivi des centres d'expérimentations nucléaires (DGA/DSCEN) ;
- 639 cartons d'archives, représentant 122 464 documents traités, dont 91 306 désormais librement communicables (ou sous dérogation) inventoriés par le Service historique de la défense (SHD), et seulement 144 documents demeurant incommunicables après examen.
- 594 cartons d'archives désormais librement communicables (ou sous dérogation) inventoriés par les archives nationales (AN).

➤ **Présentation de M. Manatea Taiarui et de son sujet de recherche**

Dans le cadre de sa politique de soutien à la recherche en histoire, le ministère des Armées attribue via la Direction de la mémoire, de la culture et des archives (DMCA) des aides à la recherche à l'attention de jeunes chercheurs. À titre exceptionnel en 2022, il a été décidé de créer un contrat doctoral spécifique pour soutenir un chercheur qui s'engagera dans une thèse en histoire militaire et de la défense portant sur les essais nucléaires en Polynésie française. Créé dans l'idée de poursuivre la politique d'ouverture des archives dans ce domaine, ce contrat triennal est le fruit d'un partenariat avec l'Université de la Polynésie française.

M. Tairui, lauréat de ce contrat doctoral, a bien voulu répondre à notre sollicitation et présenter ici son parcours, son sujet de recherche et ses modalités de travail. Il met en avant l'importance du travail de la commission d'ouverture pour mener à bien son travail de doctorat.

Qui êtes-vous ?

Je suis Manatea TAIARUI, professeur certifié d'histoire-géographie en Polynésie française et lauréat du contrat doctoral de trois ans proposé par le ministère des Armées dans le cadre de la politique de déclassification des archives relatives aux essais nucléaires en Polynésie française. J'ai obtenu ce contrat après avoir été auditionné par le Conseil scientifique de la recherche historique de la Défense (CSRHD), organe de sélection du ministère des armées pour le financement de recherches en histoire militaire.

Quel est votre parcours ?

Je suis diplômé d'une licence d'histoire des relations internationales et d'un master d'histoire militaire à l'Université de Montpellier 3. Mes deux mémoires de master ont donné lieu à la publication d'articles dans la revue *Guerres mondiales et conflits contemporains* (PUF) en 2020 et 2022. J'ai obtenu le CAPES en 2021 au terme d'une préparation à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne et j'ai effectué mon stage de titularisation au Lycée Paul Gauguin de Papeete. Titularisé, j'ai pris une disponibilité pour effectuer mon doctorat d'histoire.

Quelles ont été vos motivations pour candidater au contrat doctoral ouvert par le ministère des Armées ?

Étant natif du pays et enseignant, je tiens à écrire l'histoire des essais nucléaires français dans le Pacifique en insistant sur sa dimension politique, militaire et diplomatique. Cette période est l'une des plus marquantes de l'histoire de la Polynésie française. D'une part, je souhaite contribuer à la réalisation et la transmission d'un enseignement du fait nucléaire neutre, impartial et développé aux jeunes polynésiens, éloigné d'une vision étatique ou militante. D'autre part, il s'agit également de participer à la recherche universitaire dans l'optique de progresser dans ma carrière d'enseignant. Il est important que Polynésiens et Français s'intéressent à cette période et ce domaine, à l'heure où la prolifération et la menace nucléaire sont au cœur de l'actualité internationale. Le déficit en matière de recherche historique dans

ce domaine est significatif. Aussi, les archives en cours de déclassification permettront de renouveler l'historiographie du nucléaire militaire.

Aviez-vous à l'origine une bonne connaissance de l'histoire du nucléaire militaire ?

Pour progresser et parfaire ma formation dans ce domaine, j'ai intégré le Réseau Nucléaire et Stratégie – Nouvelle Génération (RNS-NG), organisé par la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) et l'Institut français des relations internationales (IFRI). Il s'agit d'un réseau de chercheurs et de personnes de tous horizons travaillant sur et dans le nucléaire civil ou militaire. Son objectif est d'aborder la question de façon pluridisciplinaire à travers des activités et des séminaires.

Pouvez-vous nous présenter les principaux axes de votre sujet de recherche ?

Mon travail de doctorat porte sur « Les essais nucléaires en Polynésie dans les relations internationales, coopérations et rivalités diplomatico-militaires entre les puissances régionales de l'Océanie (1957-1998). » sous la direction de M. Renaud MELTZ (UHA) et de M. Éric CONTE (UPF). Cette thèse s'articule autour de trois principaux thèmes. Le premier concerne les circulations d'expertises entre les États-Unis et la France dans une démarche comparatiste des sites d'essais dans le Pacifique et l'assistance technique américaine à la France. Le deuxième traite des surveillances des essais de la part des acteurs présents en Océanie. Le troisième porte sur les relations diplomatiques avec les puissances régionales de l'Océanie, notamment l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États insulaires. Les chancelleries anglo-saxonnes, océaniques et latino-américaines, ainsi que les populations locales, travaillent à contester et discréditer les essais et la présence française dans la région. C'est donc à la fois une thèse d'histoire politique, diplomatique et militaire.

Concrètement, comment s'organise votre travail ?

Étant résident en Polynésie française et, pour mener à bien mon projet de thèse, je suis amené à faire des missions de recherche en métropole pour recueillir les sources. J'ai d'ores et déjà consulté des cotes des archives militaires de Vincennes, des archives diplomatiques de la Courneuve et des Archives nationales de Pierrefitte dès octobre et novembre 2022, notamment en m'aidant de l'inventaire en ligne du site *Mémoire des hommes*. J'avais déjà pu consulter des cotes avant 2021 et l'ouverture massive des archives relatives aux essais nucléaires en Polynésie française, notamment de la sous-série GR 13 R (DIRCEN). Ces archives m'ont permis d'affiner mes axes de recherche et de découvrir des aspects peu étudiés : par exemple, les puissances atomiques s'observent et se surveillent les unes les autres. Dès 1955, les militaires français observent les essais nucléaires américains au Nevada, puis, à partir des années 1960, des navires et avions militaires américains, britanniques et soviétiques pénètrent dans les eaux polynésiennes pour surveiller les essais aériens. Néanmoins, ma principale difficulté demeure l'accessibilité des archives, dont la majorité requière des dérogations. La commission interministérielle chargée de l'étude et de la déclassification des archives s'attèle à faire avancer la procédure. Je dispose à ce jour de tous les outils et des soutiens pour mener à bien mes travaux pour faire avancer la recherche universitaire.

Rappel : accès à l'instrument de recherche et aux pages des différentes institutions :

- site « Mémoire des hommes » : www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr
 - o onglet « Territoires français et expéditions »
 - page « Essais nucléaires en Polynésie françaises »

N'hésitez pas à nous contacter pour toute question ou précision :

memoiredeshommes.webmaster.fct@def.gouv.fr